



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de l'environnement

Esch-sur-Alzette, le 15/03/2016

Enregistré		
Scan	Tableau	PZ
	AG	RECY 1503

ENECO S.A.
Direction
BOITE POSTALE 83
L-5201 SANDWEILER

SO	NO	UG	AR
AG	ENTRÉE LE		
16 MARS 2016			
ABI	ENECO S.A.		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

N° du dossier : 1/15/0428

à indiquer lors de toute correspondance s.v.p.
Dossier suivi par : M. Philippe MOMPER

Établissement : Recyma S.A.

Objet : demande de modification et d'extension de la décharge

Emplacement : Section HnE < HOSINGEN >
Commune : PARC HOSINGEN

Concerne : Notification d'une décision du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Madame, Monsieur,

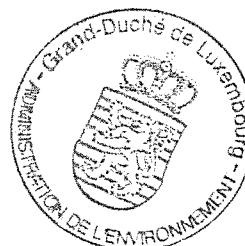
Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, à titre d'information, une copie de l'arrêté ministériel 1/15/0428 délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, relatif à la demande précitée, ceci d'après les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Par ailleurs, je tiens à préciser que l'original de l'arrêté ministériel est notifié directement à l'exploitant en date de ce même jour.

Conformément aux dispositions de l'article précité de la loi modifiée du 10 juin 1999, une copie de l'arrêté est notifiée à l'Administration communale de PARC HOSINGEN.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe MOMPER
Chargé de gestion dirigeant



Copie: Inspection du travail et des mines



Esch-sur-Alzette, le 15 MARS 2016

GC	HG	UC	PK
ENTRÉE LE			
16 MARS 2016			
ABI	ENSCO S.A.		ADVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

Arrêté N° : 1/15/0428

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté ministériel N° 1/11/0004 du 30/09/2011 délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions autorisant la S.A. Recyma à procéder à l'agrandissement et au surhaussement de la décharge à ciel ouvert pour déchets inertes faisant partie intégrante du centre de gestion pour déchets inertes situé sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen ;

Vu l'arrêté ministériel N° 1/11/0004DD du 30/09/2011 délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions autorisant la S.A. Recyma à procéder à l'agrandissement et au surhaussement de la décharge à ciel ouvert pour déchets inertes faisant partie intégrante du centre de gestion pour déchets inertes situé sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen ;

Vu la demande du 29/07/2015, présentée par Recyma S.A., aux fins d'obtenir l'autorisation de modifier l'agrandissement et le surhaussement de la décharge à ciel ouvert pour déchets inertes faisant partie intégrante du centre de gestion pour déchets inertes situé sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section «E» dite de Hosingen ; que le projet de modification en question concerne plus particulièrement l'extension de la décharge vers le Nord et la réduction du volume totale de la décharge ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

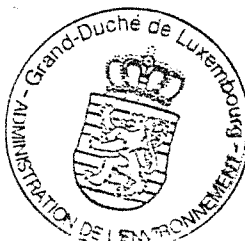
Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

Vu la décision modifiée 2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets, et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets ;

Vu le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » ;



Vu la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux ;

Vu l'article 30, point (7), de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets qui dispose que les autorisations délivrées en application de la législation relative aux établissements classés sont combinées matériellement avec l'autorisation requise en vertu de la législation sur les déchets ;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Vu l'actualisation de novembre 2012 du rapport de juin 2010 intitulé « Recyma S.A., Inertstoffdeponie Hosingen, Überhöhung und Erweiterung - Aktualisierung der bestehenden Impaktstudie vom Juni 2010 » faisant partie intégrante de la demande précitée, établi par Oeko-Bureau, b.p. 44, L-3701 Rumelange, conformément au règlement grand-ducal du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement en relation avec le surhaussement et l'extension vers le nord du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen

Vu le rapport N° 0901089/01 du 01/02/2010 établi par l'organisme agréé « Kramer Schalltechnik G.m.b.H., Siegburgerstrasse 39, D-53757 Sankt Augustin » relatif à la situation acoustique engendrée par l'extension vers le sud du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen ;

Vu le rapport du N°1201074/01 du 10/09/2012 faisant partie intégrante de la demande précitée, établi par l'organisme agréé « Kramer Schalltechnik G.m.b.H., Siegburgerstrasse 39, D-53757 Sankt Augustin » relatif à la nouvelle situation acoustique engendrée par l'extension vers le nord du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen ;

Vu le complément du 25/06/2015 au rapport N°1201074/01 du 10/09/2012 faisant partie intégrante de la demande précitée, établi par l'organisme agréé « Kramer Schalltechnik G.m.b.H., Siegburgerstrasse 39, D-53757 Sankt Augustin » relatif à la situation acoustique engendrée par les mesures de stabilisation nécessaires au sud de la décharge du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen ;

Vu le rapport du 19/02/2010, établi par l'organisme agréé « Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, Tulpenhofstraße 45, D-63067 Offenbach am Main » relatif à l'évaluation des immissions supplémentaires par des poussières et poussières PM10 résultant de l'extension vers le sud de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen ;

Vu le rapport du 23/11/2012 élaborée par l'organisme agréé « Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, Tulpenhofstraße 45, D-63067 Offenbach am Main » relatif à l'évaluation des immissions supplémentaires par des poussières et poussières PM10 résultant de l'extension vers le nord de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen

Vu la prise de position du 10/07/2015 élaborée par « Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, Tulpenhofstraße 45, D-63067 Offenbach am Main » relatif à l'évaluation des immissions supplémentaires par des poussières et poussières PM10 engendrée par les mesures de stabilisation nécessaires au sud de la décharge du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés près de Hosingen ;

Vu le rapport N°ENECO-150903RECY1405-Errichtung GWM du 03/09/2015 établi par le bureau d'études ENECO SA relatif à l'emplacement et l'aménagement des points de mesure pour le contrôle des eaux souterraines (piézomètres) ;

Vu le rapport N° ENECO-150717RECY1410D-Geotechnik du 17/07/2015 établi par le bureau d'études ENCEO SA relatif à l'évaluation de la situation de la stabilité de la décharge et de ses talus durant et après l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés ;

Vu la prise de position de l'exploitant, RECYMA SA du 28/07/2015 en relation avec les études et expertises contenues dans le dossier de demande en question ;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis *favorable* émis par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hosingen;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, aucune observation, ni orale ni écrite a été présentée à l'égard du projet susmentionné dans la commune de Hosingen;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que l'exploitation de l'établissement n'est sollicitée que pour les jours ouvrables;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que l'exploitation de l'établissement n'est sollicitée que pour la période allant de 7³⁰ heures à 17⁰⁰ heures;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances sur l'environnement à un minimum;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

ARRÊTE:

Les autorisations sollicitées en vertu de la législation relative aux établissements classés et de celle relative aux déchets sont accordées à la société S.A. Recyma, 7 r. Alcide de Gasperi, 1615 Luxembourg, sous réserve des conditions suivantes :

Article 1^{er}: Conditions fixées en vertu des deux législations :

I) Eléments autorisés:

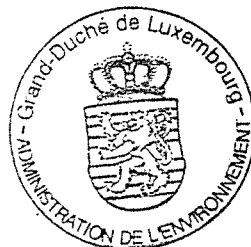
Concernant l'emplacement:

1) Les éléments concernés par le présent arrêté doivent être installés et exploités sur le fonds d'une surface totale d'approximativement 54 ha inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section « HnE » de Hosingen au lieux-dits « Im Mehlbaum », « Auf Grewenbusch », « Bei den Happerdieren », « Auf Leeresbusch », « Jeichenaak », « Jeichgründchen », « Auf den Jeichen », « Hinter den Pehlen » et « Héicht » sous les Nos 858/2674 ; 859 ; 860/2675 ; 860/2676 ; 860/2678 ; 862/2679 ; 862/2680 ; 862/2681 ; 862/2682 ; 863 ; 868/346 ; 869/4013 ; 872 ; 873/1797 ; 873/1798 ; 873/1799 ; 873/1800 ; 890/1112 ; 891 ; 892 ; 893 ; 895/2837 ; 898 ; 900 ; 901/2688 ; 902/2689 ; 904/2690 ; 906/2691 ; 908/2692 ; 911/1953 ; 911/2693 ; 912 ; 913/2838 ; 921/2696 ; 922/2018 ; 922/2697 ; 922/4014 ; 923/2698 ; 924/2699 ; 924/2700 ; 926/2910 ; 927/2703 ; 928/2704 ; 929/3022 ; 932/2 ; 932/2707 ; 936/2566 ; 938/2708 ; 938/2709 ; 938/2710 ; 938/2711 ; 999/3045 ; 1000 ; 1003 ; 1004/1614 ; 1004/1615 ; 1007/1976 ; 1007/1977 ; 1007/2714 ; 1007/3007 ; 1007/3008 ; 1009/2349 ; 1009/2350 ; 1010 ; 1011/2023 ; 1011/2024 ; 1011/2715 ; 1012/2716 ; 1014/2717 ; 1015 et 1017/4490 suivant l'extrait cadastral du 05/06/2015 faisant partie intégrante de la demande.

Concernant les différents éléments et opérations autorisés:

2) Est autorisé, un centre régional pour la gestion de déchets inertes comprenant les éléments suivants:

- ♦ Le rehaussement et l'extension vers le nord de la décharge existante en cinq phases successives pour un volume totale d'approximativement $2.58 \cdot 10^6 \text{ m}^3$ de déchets inertes non contaminés répartie en:
 - le surhaussement de la décharge existante sur une surface de 16.7 ha ;
 - l'extension de la décharge vers le nord sur une surface totale de 19.1 ha ;
 - et comprenant entre autres, les éléments suivants :
 - l'adaptation de la clôture et du portail d'entrée;
 - l'adaptation de la digue de protection existante d'une longueur de 280 mètres et d'une hauteur de 5 mètres au nord de l'entrée par sa prolongation durant l'exploitation de l'extension de la décharge ;
 - la maintenance de la digue située à l'est de l'entrée d'une longueur de 110 mètres et d'une hauteur de 4.5 mètres;
 - l'aménagement de divers bassins de rétention d'eaux réalisés en tant que bassins en terre argileuse, disposant d'une section de réduction de la vitesse d'écoulement et d'un trop plein dont plus particulièrement :
 - * un bassin de rétention RB1 d'une capacité volumétrique de $1'635 \text{ m}^3$, et précédé d'un bassin de décantation d'un volume utile de 385 m^3 ;
 - * un bassin de rétention RB2 d'une capacité volumétrique de $1'544 \text{ m}^3$, précédé d'un bassin de décantation d'un volume utile de 211 m^3 ;
 - * un bassin de rétention RB3 d'une capacité volumétrique de $1'684 \text{ m}^3$ disposant d'un bassin de décantation d'un volume utile de 264 m^3 ;
 - * un bassin de rétention RB4 d'une capacité volumétrique de 874 m^3 disposant d'un bassin de décantation d'un volume utile de 198 m^3 ;
 - la zone d'entrée et de recyclage abritant entre autre;
 - un parking pour visiteurs;
 - une bascule;



- des conteneurs abritant les bureaux et locaux sociaux;
- un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4'000 m³ pour matières inertes destinées à être recyclées;
- un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4'000 m³ pour matières inertes recyclées;
- l'activité de recyclage d'approximativement 15'000 Mg par an de déchets inertes non contaminés par concassage et criblage ;
- une aire pour entreposer une installation mobile de concassage/tamissage;
- un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange;
- un groupe électrogène d'une puissance nominale de 135 kVA (108 kW) muni d'un réservoir pour gasoil de 349 litres et d'un réservoir supplémentaire de 2'000 litres;
- quatre conteneurs destinés au stockage temporaire de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;
- une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m²;
- une installation de lavage de pneus;
- un bassin de rétention d'eaux une capacité totale d'environ 750 m³;
- une cuve de rétention en acier d'une capacité de 140 m³, située près de l'installation de lavage pour pneus;
- deux installations de lavage pour pneus (une avec rouleaux et une avec bassin) ;
- un séparateur à coalescence (NG20) supplémentaire comprenant un bassin de sédimentation de 5'000 litres;
- l'extension de la digue antibruit abritant la zone d'entrée et de recyclage vers l'est;
- Divers engins mis en oeuvre sur le site dont plus particulièrement:
 - un bulldozer sur chenilles;
 - deux pelles mécaniques sur roues;
 - un rouleau compresseur;
- L'aménagement de trois piézomètres de reconnaissance;

3) N'est pas couvert par le présent arrêté :

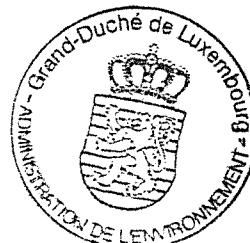
- ♦ l'aménagement et l'exploitation d'une aire de ravitaillement en gasoil avec un réservoir aérien à double paroi de 2'500 litres ;

Concernant les déchets autorisés à être acceptés:

4) Seuls les déchets suivants peuvent être acceptés:

C.E.D. ₍₁₎	S ₍₂₎	R/D ₍₃₎	Dénomination
17 01 01		R5	Béton
17 01 02		R5	Briques
17 01 03		R5	Tuiles et céramiques
17 01 07		R5/D1	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 <i>(ne contenant pas de substances dangereuses)</i>
17 05 04		R5/D1	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 <i>(ne contenant pas de substances dangereuses)</i>
20 02 02		R5/D1	Terres et pierres

(1) = Code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.



- (2) = Colonne réservée au symbole «*», indiquant que le déchet concerné constitue un déchet dangereux au sens du règlement grand-ducal modifié du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux
- (3) = Mode de traitement des déchets en question conformément aux annexes I et II de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

5) L'acceptation des déchets suivants est explicitement exclue:

- Déchets de chantier :

Déchets provenant d'activités de construction, de rénovation ou de démolition et contenant par exemple des restes de peintures, des emballages, des câbles électriques, des matières plastiques, etc.

- Déchets contaminés:

Déchets tels que repris au point 3) du présent chapitre mais contaminés par des substances:

- pouvant constituer un risque pour le sol, les eaux souterraines ou de surface ou pour l'environnement humain ou naturel en général et/ou
- qui présentent une ou plusieurs caractéristiques reprises à l'annexe V de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

En ce qui concerne spécifiquement les déchets destinés à être mis en décharge, des déchets qui présentent des contaminations dépassant les valeurs limites reprises à l'annexe II, point 2.1.2.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

N.B. : le dépassement des valeurs limites mentionnées au paragraphe précédent par la présence naturelle de substances dans les déchets inertes pour autant que ces déchets proviennent de la région où la décharge est située ne constitue pas une contamination au sens du présent arrêté.

- Déchets meubles:

Déchets liquides, semi-liquides, pulvérulents ou ayant d'une façon générale une consistance mettant en cause la stabilité propre de la décharge.

Concernant l'horaire de fonctionnement:

6) L'exploitation de l'établissement est limitée aux jours ouvrables.

7) L'exploitation de l'établissement est limitée à la période allant de 7³⁰ heures à 17⁰⁰ heures.

8) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois.

9) L'exploitant doit communiquer préalablement à l'Administration de l'environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement.

II) Modalités d'application:

1) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 7 janvier 2011 et du 29/07/2015 sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du

présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

2) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de dix ans.

III) Conditions particulières pour le centre régional pour la gestion de déchets inertes

Condition de base:

1) Toutes les installations doivent être réalisées et exploitées conformément aux règles de l'art qui se reflètent par les normes légalement applicables au Grand-Duché de Luxembourg. A défaut de normes spécifiques européennes et nationales, les normes les plus récentes de la République fédérale d'Allemagne servent de référence pour apprécier les règles de l'art.

2) Après que les travaux de réalisation de l'établissement sont terminés, l'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement les plans d'exécution définitifs et complets des divers aménagements.

Les dispositions du présent point s'appliquent par analogie pour la réalisation et l'achèvement de chacune des phases de l'établissement.

3) L'exploitant doit procéder à une vérification périodique de la planification des phases de la décharge et vérifier, au moins annuellement, sa capacité résiduelle. Sur demande et en cas de besoin, les calculs de stabilité doivent être vérifiés par l'exploitant.

Concernant l'aménagement de l'entrée:

4) L'accès vers le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être muni d'une porte solide, haute d'au moins deux (2) mètres. Cette porte doit être érigée selon les règles de l'art et maintenue en un parfait état d'entretien. En dehors des heures d'ouverture, cette porte doit être fermée à clef. La clef doit être disponible à tout moment auprès du responsable du centre régional ou de son représentant.

Une porte pour le centre régional pour la gestion de déchets inertes couvert par le présent arrêté en particulier n'est pas nécessaire, s'il se trouve dans l'enceinte d'un site dûment autorisé et disposant déjà d'une porte remplissant les critères requis dans la présente disposition.

5) Un ou plusieurs panneaux d'information de taille suffisante, lisibles de loin et munies d'une écriture indélébile doivent être apposées à l'entrée de l'établissement. Ils doivent indiquer au moins les informations suivantes:

- le nom du centre régional pour la gestion de déchets inertes;
- le nom et l'adresse du responsable (comme mentionné plus loin);
- le numéro et la date des autorisations d'exploitation;



- l'interdiction de déposer des ordures.

Concernant les aménagements spécifiques:

6) Toutes les dispositions doivent être prises afin de prévenir toute intrusion de personnes non-autorisées dans les diverses sections du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

En particulier, l'ensemble du site doit être entouré d'une clôture solide, haute de deux (2) mètres au moins et érigée selon les règles de l'art.

Une clôture pour le site couvert par le présent arrêté en particulier n'est pas nécessaire, si l'établissement se trouve dans l'enceinte d'un site dûment autorisé et disposant déjà d'une clôture remplissant les critères requis dans la présente disposition.

7) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer d'un éclairage suffisant afin de permettre aux différentes personnes, dont plus particulièrement les personnes chargées du contrôle, d'accomplir leur fonction de façon optimale, même en période d'obscurité.

8) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer sur le site d'une ou de plusieurs aires spécifiques, délimitées pour entreposer les quantités de terre végétale décapée au préalable.

9) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être équipé d'extincteurs de feu appropriés en quantité suffisante aux endroits propices.

Concernant le gardiennage de l'établissement:

10) La surveillance du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être rendue possible moyennant un équipement technique approprié.

11) L'exploitant doit effectuer des contrôles réguliers pour s'assurer du bon état et du bon fonctionnement des équipements et infrastructures faisant partie du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

Concernant les données météorologiques:

12) L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour mesurer et enregistrer toutes les données météorologiques déterminées aux points 1.1. à 1.5. de l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Concernant la décharge:

concernant le calendrier des phases de remblayage:

13) Préalablement au démarrage des activités à la décharge, un calendrier des différentes phases de remblayage doit parvenir à l'Administration de l'environnement. Celui-ci doit régulièrement être mis à jour. Les changements y relatifs doivent être communiqués sans faute.

14) Préalablement au dépôt des déchets inertes non contaminés sur les aires d'extension de la décharge du centre de gestion pour déchets inertes, l'exploitant doit procéder au décapage de la terre arable sur une profondeur d'au moins 30 cm. L'entreposage doit se faire sur le site et de façon à ne pas altérer la qualité de ces terres et à ne pas porter atteinte à l'environnement ni par la génération de poussières, ni par l'entraînement par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

concernant l'intégration des déchets dans la décharge:

15) L'intégration des déchets dans le corps de la décharge doit se faire en respectant les dispositions suivantes :

- Les surfaces en exploitation doivent être réduites au minimum et de façon à procéder dans les meilleurs délais au recouvrement final des parties terminées de la décharge;
- L'exploitant doit disposer à tout moment d'équipements et de matériel suffisants pour assurer l'intégration sans délai des déchets dans le corps de la décharge. L'intégration des déchets dans le corps de la décharge doit se faire notamment en vue de réduire des tassements à un minimum et à long terme et de garantir la stabilité du corps de la décharge à long terme;
- Le corps de la décharge doit être construit de façon à ce qu'il soit stable en lui-même et par rapport à son voisinage;
- Toutes les mesures doivent être prises pour éviter des creux dans le corps de la décharge. A cet effet les déchets inertes doivent être incorporés en couches fines, n'excédant pas 100 cm et compactés à l'aide d'engins appropriés à la nature des déchets et aux conditions atmosphériques.

16) Une nouvelle phase d'exploitation ne peut être entamée qu'après que la phase précédente ait été convenablement finalisée dans la mesure du techniquement faisable. L'exploitation simultanée de deux phases ne peut être effectuée que sur accord écrit de l'Administration de l'environnement sur demande motivée de l'exploitant ou en cas de situation exceptionnelle.

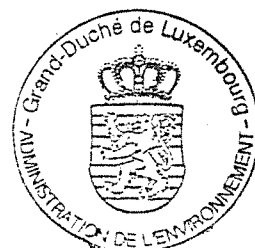
Concernant l'aménagement final de la décharge:

17) A la fin de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés, l'exploitant doit procéder à l'aménagement final du site conformément aux indications contenues dans le dossier de demande et aux indications spécifiques énoncées au chapitre IV intitulé « cessation d'activité » de l'article 2 du présent arrêté.

18) L'exploitant doit assurer le recouvrement de l'aire de la décharge par une couche de terre arable d'une épaisseur appropriée aux plantations éventuellement prévues. L'épaisseur minimale ne doit pas être inférieure à 30 [cm]. Aux endroits où des plantations arboricoles sont prévues, l'épaisseur de la couche de terre arable doit être de 50 [cm] au moins.

19) L'exploitant doit garantir la stabilité de ces ouvrages à long terme. Pour autant que nécessaire, une toison de stabilité doit être appliquée entre les différentes couches afin de subvenir à cette garantie

20) La topographie finale et les cotes d'altitudes finales reprises au dossier de demande doivent contenir tant la couche de matériel faiblement perméable que la couche de terre arable mentionnée aux points précédents.



Concernant l'activité de recyclage:

21) Le recyclage de déchets inertes ne peut être effectué qu'à l'aide d'installations dûment autorisées. L'exploitant doit avertir l'Administration de l'environnement préalablement au démarrage des diverses campagnes de recyclage.

Concernant la zone de recyclage (phases 1 à 4):

22) La zone de recyclage doit être aménagée près de la zone d'entrée, à l'est de l'établissement (partie de la zone de remblayage 5). La zone doit être clairement délimitée et signalisée comme telle. Elle doit être aménagée de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté. En outre, l'exploitant doit prendre des mesures appropriées pour éviter une atteinte à l'environnement en provenance des déchets entreposés

Concernant les aires d'entreposage pour déchets recyclables et recyclés:

23) La zone de recyclage doit comprendre, entre autres, deux aires séparées pour entreposer respectivement les déchets en attente d'un recyclage et les matières recyclées. En plus, elle doit disposer d'une aire pour pouvoir entreposer temporairement des résidus extraits des déchets traités. Les aires doivent disposer d'un sol consolidé en un matériau reconnu résistant aux opérations et manœuvres usuelles lors de la manipulation des déchets et matières en question.

24) L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour éviter le mélange des déchets en attente d'être recyclés avec les résidus entreposés temporairement et la matière recyclée ainsi que leur entraînement par les intempéries, les eaux de pluie ou de ruissellement.

Concernant l'aire d'entreposage pour les installations de recyclage:

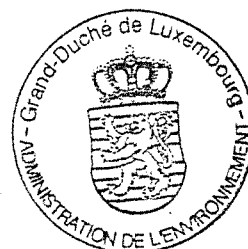
25) La zone destinée aux opérations de valorisation doit disposer d'une aire spécifique pour entreposer les installations mobiles de concassage et de criblage.

Concernant l'aire multifonctionnelle:

26) Une aire multifonctionnelle doit être aménagée et délimitée dans la zone de recyclage. Elle doit pouvoir servir à l'entreposage des engins mis en œuvre dans le cadre de l'exploitation ainsi qu'à leur ravitaillement.

27) L'aire multifonctionnelle doit également pouvoir servir d'aire d'entreposage pour des déchets douteux amenés au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Des déchets non acceptables détectés lors du déchargement de déchets ou des déchets dont les formalités ne sont pas en règle doivent également pouvoir être entreposés sur cette aire. La capacité de stockage de l'aire en question doit être de 300 m³ au moins.

28) L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour éviter le mélange des déchets entreposés sur l'aire multifonctionnelle ainsi que leur entraînement par les intempéries, les eaux de pluie ou de ruissellement.



Concernant l'installation de lavage de pneus:

29) Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de boue sur la voie publique. A cet effet les véhicules/engins sortant de l'établissement doivent passer par une installation de lavage de pneus.

30) L'installation de lavage des pneus doit être exploitée de manière à garantir en permanence un fonctionnement correct. La mise à disposition d'eau de lavage en quantité suffisante doit notamment être garantie.

IV) Protection de l'air

Conditions de base :

1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

Concernant l'aménagement des voies d'accès et des aires de manœuvres:

3) Afin d'éviter l'envol de poussières notamment pendant les périodes sèches,

a) les chemins d'accès ainsi que les aires de manœuvres et de stockage situées en dehors du corps de la décharge proprement dite doivent:

- être consolidés à l'aide d'un revêtement de roulement (macadam, béton, gravier ou autre produit équivalent) ;
- être nettoyés convenablement moyennant des engins appropriés efficaces, garantissant un nettoyage sans envol de poussières;
- être arrosés régulièrement (le cas échéant).

b) les chemins d'accès sur le corps de la décharge proprement dite doivent être consolidés (stabilisés) à l'aide d'un matériau de roulement approprié (gravier ou autre produit équivalent). Les chemins d'accès doivent être entretenus en parfait état. En cas de besoin et notamment par temps sec ces chemins doivent, le cas échéant, être régulièrement arrosés.

c) l'exploitant doit prévoir des mesures appropriées pour garantir le respect des limitations de vitesses en indiquant, par exemple : rouler au pas.

d) les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. A cet effet des dispositions telles que le nettoyage/lavage des roues des véhicules doivent être prévues.



Concernant l'aménagement et l'exploitation de la décharge pour déchets inertes:

4) L'exploitant doit, dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de la décharge, mettre en œuvre des mesures appropriées (merlons, engazonnement, plantations, etc.) afin de réduire l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières à un minimum.

5) Afin de limiter l'impact des émissions de poussières sur la population avoisinante au minimum pendant les périodes de temps sec, l'incorporation des matières inertes dans la décharge pendant ces périodes doit, dans la mesure du possible, se faire à l'endroit le plus éloigné des maisons d'habitation avoisinantes.

Concernant le stockage au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis:

6) Les stockages au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à limiter les envois de poussières à un minimum. A cette fin des mesures telles que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

Concernant les groupes électrogènes destinés à l'alimentation du site en énergie électrique:

7) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités au minimum.

Concernant les exigences en matière de l'installation de recyclage par concassage/criblage:

8) L'installation doit être construite et exploitée de façon à ce que les émissions de poussières soient réduites au minimum. A cette fin:

- l'installation doit être munie d'un système de pulvérisation d'eau approprié et efficace afin de limiter la formation et l'envol de poussières au minimum, le cas échéant, des moyens supplémentaires doivent être mis en œuvre afin de garantir une protection efficace de l'environnement;
- la hauteur de déversement des produits doit être limitée à 2 mètres (produits déversés des convoyeurs).
- son emplacement doit être situé le plus loin possible des habitations.

V) Protection des eaux

Concernant l'évacuation des eaux usées en général:

1) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans un cours d'eau récepteur des eaux et/ou des substances pouvant provoquer une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

2) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter que les eaux de pluies et de ruissellement ne s'écoulent de façon incontrôlée sur le site du centre de gestion de déchets inertes ou qu'elles soient à l'origine de détériorations des cours d'eaux récepteurs ou de leur environnement.

Concernant l'évacuation des eaux usées en provenance des locaux sociaux et des installations sanitaires:

3) Toutes les eaux usées (eaux sanitaires, eaux de cuisine, eaux de nettoyage) doivent être évacuées vers une fosse septique d'une contenance d'au moins 3 m³. Cette fosse septique doit être construite suivant la norme allemande DIN 4261.

4) L'effluent de la fosse septique est à raccorder à un champ d'infiltration souterrain à réaliser suivant la norme allemande DIN 4261.

5) Les boues décantées dans la fosse septique doivent être vidangées au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a nécessité, par une entreprise dûment autorisée à cet effet.

6) Avant sa mise en exploitation la fosse septique doit être remplie d'eau jusqu'au trop-plein.

7) Les eaux de surface et de toiture ne doivent pas être raccordées à la fosse septique, mais infiltrées directement dans le sol.

Concernant l'aire multifonctionnelle et l'installation de lavage de pneus:

8) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, en provenance de l'aire multifonctionnelle, de l'aire de ravitaillement et de l'installation de lavage de pneus, doivent être traitées dans des installations de liquides légers (p.ex. hydrocarbures).

Ces installations doivent être conçues, réalisées et exploitées de façon à ne pas dépasser dans les effluents rejetés une teneur en hydrocarbures de 5 mg/l en tenant compte d'une intensité pluviale de 200 l/sec/ha

Chaque installation doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Elle doit être munie d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

9) Les tuyaux de canalisation et autres, reliant les caniveaux, l'installation de lavage pour pneus et l'aire multifonctionnelle aux installations de séparation de liquides légers ainsi que les caniveaux mêmes et les joints doivent être parfaitement étanches aux produits

pétroliers et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines. La pose des matériaux mis en œuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

10) Toutes les installations de séparation de liquides légers (p.ex. hydrocarbures) doivent toujours être maintenues en bon état de fonctionnement et débarrassées aussi souvent qu'il est nécessaire des boues et des liquides retenus.

Il en est de même des caniveaux servant à recueillir les eaux qui doivent être régulièrement nettoyés de façon à ce qu'il n'y ait pas de dépôt de boues.

Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme déchets dangereux et à éliminer en tant que tels conformément à la législation applicable en la matière.

Les pièces justificatives des nettoyages doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle pendant cinq ans sur le lieu d'exploitation.

11) Les eaux de pluie originaires des surfaces consolidées et des toitures et qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur d'hydrocarbures susmentionné.

12) Les eaux originaires de l'aire multifonctionnelle et de l'aire de ravitaillement pour engins mis en œuvre doivent être collectées et raccordées à une installation de séparation de liquides légers. Leffluent de cette installation doit être raccordé à une conduite de drainage.

13) L'installation de lavage des pneus fonctionnera en circuit-fermé. Elle doit être aménagée de manière à ne pas provoquer des jaillissements d'eaux usées contaminées par des hydrocarbures aux alentours de l'installation de lavage.

14) La cuve d'alimentation en acier de l'installation de lavage pour pneus doit être certifiée étanche à l'eau et aux hydrocarbures. La cuve d'alimentation doit être connectée au bassin de décantation via un séparateur de liquides légers (p.ex. hydrocarbures).

15) Le bassin de décantation de l'installation de lavage de pneus doit être étanche à l'eau et disposer d'un trop plein connecté à un séparateur de liquides légers avant évacuation des eaux dans la « Léierbech ».

16) L'utilisation de flocculants et de détergents est interdite dans le cadre de l'exploitation de l'aire multifonctionnelle et l'installation de lavage de pneus.

Concernant les eaux pluviales:

17) Les eaux pluviales qui ne sont pas susceptibles d'être contaminés sont à collecter moyennant un système de collecte approprié et à évacuer vers les bassins de décantation et bassins de rétention spécialement prévus à cette fin.

Concernant les bassins de décantation et de rétention pour eaux de surface non contaminées en provenance de la décharge:

18) L'exploitant doit prendre toutes les disposition techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter que les eaux de pluies et de ruissellement ne s'écoulent de façon incontrôlée sur le site du centre de gestion de déchets inertes ou qu'elles soient à l'origine de détériorations des cours d'eaux récepteurs ou de leur environnement. A cette fin, l'exploitant doit veiller au bon fonctionnement des bassins de décantation et de rétention en tout temps.



19) Les bassins de décantation et de rétention doivent être dimensionnés de manière à garantir dans leur effluent une teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l. De même les bassins de décantation doivent être munis d'une paroi plongeante permettant de retenir les matières flottantes. Les matières flottantes retenues doivent être évacuées conformément à la législation applicable en la matière.

20) Les bassins de décantation doivent être installés en amont des bassins de rétention en nombre, grandeur et disposition suffisante pour permettre le respect de la disposition précédente.

21) Les bassins de rétention doivent être constitués de terre argileuse ou de matière similaire, permettant de garantir leur étanchéité. Ils doivent disposer de puits d'évacuation disposant de régulateur de débit. Tout bassin de rétention doit être muni d'un trop-plein en aval.

22) Les bassins de rétention doivent être gardés opérationnels même après désaffectation de la décharge et du centre de gestion pour déchets inertes. Après désaffectation de la décharge, les bassins de rétention RB3 et RB4 feront partie d'un biotope humide situé au nord de la décharge de biotope.

23) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions techniques et opérationnelles nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des systèmes d'évacuation des eaux de surfaces en tout temps. L'entretien des bassins de rétention durant la phase de surveillance de la décharge doit être assuré par l'exploitant conformément aux prescriptions afférentes du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Concernant les tuyaux de canalisation:

24) Pour autant que des tuyaux sont utilisés pour l'évacuation des eaux usées, ceux-ci doivent être parfaitement étanches et résister à l'action physique et chimique des polluants éventuellement présents dans les eaux usées.

Concernant la protection des eaux souterraines:

25) L'exploitant doit prendre toutes les mesures opérationnelles et techniques requises afin de prévenir une éventuelle contamination des eaux souterraines par des déchets ou substances manipulés dans le cadre de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

Concernant les piézomètres de contrôle pour eaux souterraines:

26) Quatre piézomètres doivent être aménagés conformément aux indications faites dans le rapport intitulé « Ergebnisbericht Lage und Ausbau der neu errichteten Grundwassermessstellen Inertabfalldeponie Hosingen » du 03 septembre 2015.

27) L'accès aux piézomètres doit être rendu possible en tout temps. A cet effet, des chemins consolidés doivent être aménagés pour faciliter l'accès par les autorités compétentes en toute circonstance.

28) Au cas où, pour une raison quelconque, sur une période de plus de quatre saisons consécutives il n'était pas possible de trouver de l'eau dans les piézomètres,

l'exploitant doit avertir l'Administration de l'environnement. Le cas échéant, des points d'implantation alternatifs peuvent être proposés par l'Administration de l'environnement.

VI) Protection du sol et du sous-sol

Concernant le stockage et la manipulation de produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement :

conditions de base :

1) L'entreposage de produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des récipients ou emballages répondant aux exigences arrêtées ci-dessous.

2) Le stockage et la manipulation de ces produits doit être effectuée sur des aires étanches et conçues de manière à retenir des fuites éventuelles.

3) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des enseignes (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien compréhensible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer, en caractères bien lisibles, le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4) Les produits liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement doivent être stockés dans des réservoirs spécialement prévus à cet effet. Ces réservoirs doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent.

5) Les produits de nature diverse qui au moment de leur contact peuvent donner lieu à des réactions chimiques et/ou physiques dont notamment le dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, l'incendie ou l'explosion, doivent être exploités et entreposés de façon séparée de sorte que leur contact sous quelque forme que ce soit, soit rendu impossible.

6) L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

7) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

conditions en matière du stockage de produits liquides dans des récipients mobiles :

8) Les produits chimiques liquides (huiles, graisses, solvants, acides, bases, etc.) doivent être contenus dans des récipients construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

9) Les récipients doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres récipients contenus dans la

cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

10) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée, soit par leur fabricant, soit par un organisme agréé.

11) Les récipients contenant des produits incompatibles entre eux ne doivent pas être associés à une même rétention.

12) Des cuves ou des matériaux absorbants sont à prévoir en dessous des bouches de soutirage de récipients afin de pouvoir recueillir ou absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement.

Concernant le ravitaillement en carburant des engins de chantier:

en général:

13) Seul le ravitaillement des engins et véhicules de chantier utilisés sur le site de la carrière et du centre régional pour la gestion de déchets inertes est couvert par le présent arrêté.

14) Le ravitaillement doit se faire sur l'aire multifonctionnelle spécialement réservée à cet effet.

15) Le ravitaillement des engins et véhicules de chantier doit se faire sans occasionner de fuite ou de perte de carburant. Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par au moins une personne.

16) Toute perte accidentelle d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

17) L'exploitant doit tenir en réserve un stock adéquat de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les combustibles accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. En outre, l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

concernant l'aire multifonctionnelle:

18) Le sol de l'aire multifonctionnelle doit être uni et imperméable aux hydrocarbures et à l'eau jusqu'y compris les caniveaux recueillant les eaux de l'aire de distribution, afin de garantir une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. Il en est de même en ce qui concerne les joints des caniveaux et les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux à l'installation de séparation de liquides légers. L'étanchéité des tuyaux de canalisation en amont de l'installation de séparation ainsi que celle de l'installation de séparation doivent être contrôlées. Cette aire doit suffire aux normes applicables dont lieu au chapitre IV intitulé « Concernant les normes applicables » de l'article 1^{er} du présent arrêté.

19) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures. Cette preuve doit être fournie en référence aux normes européennes et allemandes.

20) Un étanchement à l'aide de pavés en béton, même jointoyés, est interdit.

21) Le nombre de joints (Fugen) doit être limité au nécessaire.

22) Si l'étanchement se fait à l'aide d'un béton, les fissurations du béton sont à considérer comme étant très préjudiciables. Avant la mise en place du béton, la preuve doit être apportée qu'un type de béton adéquat sera appliqué.

23) En cas de déformation importante de la dalle ayant entraîné la rupture de celle-ci, cette dalle doit être renouvelée entièrement.

24) L'aire en question doit également servir à l'entreposage des engins mis en œuvre sur le site et au stockage temporaire de déchets non acceptables et/ou douteux détectés lors du contrôle visuel et de résidus provenant des opérations de recyclage préalablement à leur transfert vers une installation de traitement appropriée.

25) La pose des matériaux mis en œuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

Concernant l'installation de lavage de pneus:

26) L'installation de lavage y compris le bassin d'alimentation d'eau et le bassin de rétention d'eaux doit être unie et imperméable aux hydrocarbures et à l'eau afin de garantir une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. Il en est de même en ce qui concerne les tuyaux de canalisation reliant l'aire aux bassins précités à travers l'installation de séparation de liquides légers. L'étanchéité des tuyaux de canalisation en amont et en aval de l'installation de séparation ainsi que celle de l'installation de séparation doivent être contrôlées et garanties.

27) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures.

28) Les installations/équipements doivent être maintenus en parfait état d'étanchéité.

Concernant l'entreposage de déchets non-acceptables et/ou de véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux:

29) L'entreposage des conteneurs renfermant des déchets non acceptables et/ou des véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux doit se faire sur l'aire multifonctionnelle, spécialement prévue et aménagée à cet effet.

30) La durée d'entreposage doit être limitée à un minimum.

Concernant le stockage des échantillons de déchets inertes douteux:

31) Le stockage des échantillons doit se faire à l'abri des intempéries. A cette fin un local ou conteneur fermé, spécialement désigné et aménagé à cet effet, doit être prévu.

32) Les échantillons doivent être stockés dans des récipients étanches et résistants aux produits qu'ils sont susceptibles de contenir.



33) Le sol du local ou conteneur en question doit être muni d'un revêtement étanche et inattaquable par les produits susceptibles d'être entreposés. En outre, le sol en question ne doit pas être muni d'avaloir.

VII) Lutte contre le bruit et les vibrations

Condition de base :

1) Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Concernant l'impact acoustique de l'établissement sur les alentours immédiats :

2) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'établissement ne doivent pas dépasser la valeur de 46 dB(A)Leq.

Concernant la détermination de l'impact acoustique :

3) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

4) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible dans les alentours immédiats, le niveau de bruit y déterminé est à majorer de 5 dB(A).

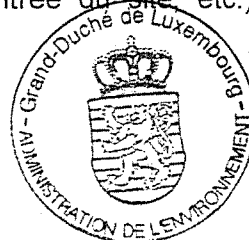
5) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

Concernant les mesures de réduction de bruit :

6) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

7) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Le signalement des tirs à la mine n'est pas visé par la présente.

8) Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule. L'exploitant devra apposer dans des endroits judicieusement choisis (p. ex. parkings, aires de chargement/déchargement, entrée du site, etc.) un panneau portant l'inscription: «Coupez le moteur en cas d'arrêt».



9) Les véhicules/engins d'exploitation circulant dans l'enceinte de l'établissement doivent être pourvus d'un dispositif d'échappement silencieux adéquat. Il est interdit de circuler avec un véhicule/engin dont le moteur ou une partie de la carrosserie ou du châssis produit un bruit excessif qui serait évité par un entretien normal du véhicule/engin.

VIII) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'établissement :

Concernant la prévention et la gestion des déchets:

1) L'exploitant doit veiller à ce que la gestion des déchets soit effectuée en respectant, par ordre de priorité, les objectifs suivants:

- la prévention;
- la préparation en vue du réemploi;
- le recyclage;
- toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique et
- l'élimination.

2) Dans la mesure du possible, l'exploitant doit avoir recours à des produits, des procédés ou des prestations qui génèrent moins de déchets ou des déchets moins dangereux.

Concernant le registre de gestion des déchets :

3) L'exploitant doit tenir un registre chronologique annuel détaillant, par fraction de déchets et par code CED, au moins les informations suivantes :

- a) les quantités de déchets évacués par opération d'enlèvement/vidange en unité de poids;
- b) la date d'enlèvement des déchets ;
- c) le nom et l'adresse complètes du collecteur/transporteur ayant procédé à l'enlèvement des déchets ou, le cas échéant, du courtier des déchets ;
- d) le nom et l'adresse complètes du destinataire des déchets enlevés en précisant le mode de traitement (réutilisation-valorisation-élimination) ;
- e) le cas échéant, les certificats de valorisation/élimination délivrés par les établissements de traitement ;
- f) les remarques, constatations ou modifications survenues dans le cadre des opérations de collecte, de transfert ou de traitement des déchets.

Concernant la collecte et le stockage des déchets:

4) Dans l'enceinte de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte et de stockage de déchets doivent être aménagées. Ces zones doivent être identifiées en tant que telles. Elles doivent être situées à l'abri des intempéries et des eaux de ruissellement.

5) Il doit être procédé à une collecte sélective des différentes fractions de déchets.

6) La collecte et le stockage des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement doit se faire de façon à:

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou d'autres substances;

- ne pas mélanger les différentes fractions de déchets;
- ne pas diluer les déchets ;
- éviter que des déchets non compatibles ne puissent se mélanger,
- ne pas porter atteinte à la santé humaine ;
- ne pas permettre l'entraînement des déchets.

7) La collecte des déchets ne doit se faire que dans des récipients appropriés, spécialement prévus à cet effet.

8) L'utilisation de récipients de récupération pour la collecte des déchets ne peut se faire que si les récipients ont auparavant été vidés et nettoyés.

9) Les récipients de collecte doivent être dans un matériel résistant et étanche aux produits qu'ils contiennent.

10) La collecte et le stockage de déchets dangereux ou pouvant porter atteinte à la santé humaine ne peuvent pas se faire dans des récipients de récupération.

11) Les déchets organiques doivent être collectés dans des récipients fermés.

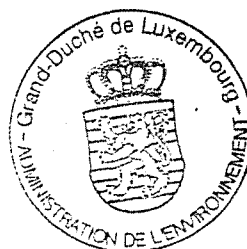
12) Tous les récipients de collecte de déchets doivent être clairement identifiés, indiquant au moins la dénomination exacte des déchets à recevoir et, le cas échéant, les mesures de précaution à respecter.

13) Les déchets collectés et entreposés doivent être régulièrement évacués par des entreprises spécifiques disposant des autorisations ou des enregistrements nécessaires ou, le cas échéant, par les services communaux lorsque les déchets rentrent dans le domaine de compétence des communes.

X) Phase chantier

Condition de base :

1) Une copie du présent arrêté doit être remise à chaque entreprise concernée par les travaux de chantier, ceci avant le début des travaux.



Conditions relatives à l'impact des travaux de chantier :

concernant la protection de l'air :

condition de base :

2) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

concernant les groupes électrogènes :

3) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un strict minimum.

4) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance supérieure ou égale à 200 kW, doivent respecter les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à 100 mg/Nm^3 ;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à 650 mg/Nm^3 ;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à :
 - 350 mg/Nm^3 pour les moteurs à allumage commandé ;
 - 500 mg /Nm^3 pour les moteurs diesel à gaz ;
 - 1.000 mg/Nm^3 pour les autres.

Les valeurs indiquées ci-avant se rapportent à 5% en volume O₂.

Pour les moteurs à allumage par compression toutes les possibilités de réduire autant que possible les émissions d'oxydes d'azote sont à mettre en œuvre.

5) La teneur en soufre des carburants liquides doit être inférieure à 0,05 %.

6) Les groupes électrogènes, ayant une puissance électrique supérieure ou égale à 200 kW, ne peuvent être utilisés sur le chantier que s'ils ont été soumis au courant des trois années précédentes à un contrôle des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle sur le lieu d'exploitation.

les exigences en matière de réduction des émissions de poussières résultant des travaux de chantier :

7) Afin de réduire la formation et l'envol de poussières à un minimum lors des travaux de chantier, des mesures appropriées telles que la pulvérisation d'eau sont à prendre, le cas échéant.

8) Les voies de circulation, les aires de manœuvre et de stockage doivent être entretenues de manière à limiter la formation et l'envol de poussières à un minimum. Le cas

échéant, les voies de circulation et les aires de manœuvre doivent être humidifiées de manière appropriée.

9) Les stockages au sol de matières pulvérulentes doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter les envols de poussières à un minimum. A cette fin des mesures telles que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

10) Des mesures appropriées telles que le nettoyage des roues sont à mettre en œuvre, le cas échéant, afin de limiter à un minimum les souillures de la voie publique.

En cas de souillure de la voie publique le(s) responsable(s) du chantier doit(vent) veiller à ce que la chaussée soit nettoyée dans les meilleurs délais.

concernant la protection des eaux :

condition de base :

11) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans un cours d'eau récepteur des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

concernant les eaux usées sanitaires:

12) Durant la phase chantier, des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les eaux usées sanitaires en provenance de toilettes et autres installations sanitaires doivent être évacuées, soit vers une fosse septique, soit être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.

Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

concernant la protection du sol et du sous-sol :

condition de base :

13) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.



les exigences en matière du stockage d'hydrocarbures :

14) Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

D'une façon générale, les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau.

Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

N'est (Ne sont) pas couvert(s) par le présent arrêté, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker des hydrocarbures (gas-oil, huiles usées, etc.) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En-dessous des bouches de soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être mis en place afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

les exigences en matière de ravitaillement des engins/équipements :

15) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sans entraîner de fuite ou de perte de carburant.

Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par une personne.

16) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

17) Toute perte d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

18) L'exploitant doit prévoir la mise en place d'un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les carburants accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés sur l' (les) aire(s) de ravitaillement en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. En outre, l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

concernant la lutte contre le bruit :

condition de base :

19) Les travaux de chantier ne peuvent pas se faire avant 7⁰⁰ h et après 19⁰⁰ heures.

concernant l'impact sonore résultant des travaux de chantier :

20) A la limite de la propriété, les niveaux de bruit équivalents en provenance de du chantier ne doivent pas dépasser

la valeur de 70 dB(A) Leq, causée par les activités de l'ensemble du chantier ;

la valeur de 55 dB(A) Leq, causée par des sources de bruit émettant des niveaux constants tels que les groupes électrogènes, les compresseurs etc..

Toutefois, si le bruit en provenance du chantier est perceptible à l'intérieur d'une agglomération, le niveau de bruit, mesuré à la limite de l'agglomération, ne doit pas dépasser celui indiqué ci-dessous pour la zone en question :

Zone	Niveau de bruit [dB(A)Leq]		Nature du milieu d'habitat
	jour	nuit	
I	45	35	hôpitaux, quartier de récréation
II	50	35	milieu rural, habitat calme, circulation faible
III	55	40	quartier urbain, majorité d'habitat, circulation faible
IV	60	45	quartier urbain avec quelques usines ou entreprises, circulation moyenne
V	65	50	centre ville (entreprises, commerces, bureaux, divertissements), circulation dense
VI	70	60	prédominance industrie lourde

concernant le contrôle de l'impact sonore résultant des activités de chantier :

21) En cas de besoin, l'autorité compétente pourra demander un contrôle de l'impact sonore résultant des activités de chantier.

concernant les mesures de l'impact sonore résultant des activités de chantier :

22) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

23) Dans le cas où le spectre de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible dans les alentours immédiats du chantier, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

24) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

concernant la prévention et la gestion des déchets :

conditions de base :

25) Tous les déchets doivent être prioritairement réintroduits dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à un réemploi, une valorisation ou un recyclage doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières réemployables, valorisables ou recyclables.

26) L'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets, dont l'incinération et tout enfouissement de déchets, sont interdits.

27) Toutes les mesures doivent être prises afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

28) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets produits soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

la prévention des déchets (choix des matériaux de construction) :

29) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants :

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites ;
- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles ;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires ;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

30) Dans toute la mesure du possible, l' (les) entreprise(s) chargée(s) des travaux doit(vent) se procurer les produits ou substances dont elle(s) a (ont) besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment.

les déchets généraux résultant des travaux de chantier :

31) La collecte et l'entreposage des déchets en question doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance ;
- éviter des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux ;
- éviter que les déchets ne soient entraînés de quelque façon que ce soit, ni par les intempéries, ni par les eaux de ruissellement ;
- éviter tout écoulement, toute évaporation et/ou tout lessivage de substances dangereuses pour l'environnement humain et naturel ;
- tenir compte des caractéristiques physiques et chimiques des déchets ;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination ;

- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

les déchets inertes non-contaminés résultant des travaux de chantier :

32) Les matériaux d'excavation seront utilisés de préférence au lieu même du chantier.

33) Les déchets inertes résultant des travaux de chantier ne peuvent être mis en décharge que dans la mesure où

- l'exploitant fait preuve que ces déchets ne peuvent plus être valorisés ou recyclés, et,
- les déchets inertes respectent les critères d'acceptation applicables aux décharges pour matières inertes.

34) La mise en décharge devra se faire dans une décharge autorisée pour déchets inertes.

les déchets (terres/roches/matériaux de démolition/etc.) contaminés résultant des travaux de chantier :

conditions de base :

35) Les déchets (terres/roches/matériaux de démolition/etc.) provenant des travaux de chantier sont à considérer comme des déchets dangereux dans la mesure où ils sont contaminés. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matières contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

36) Au cas où les déchets contaminés ne peuvent pas être immédiatement évacués, l'exploitant doit procéder à leur collecte et entreposage de façon à

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance ;
- éviter des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux ;
- éviter que les déchets ne soient entraînés de quelque façon que ce soit, ni par les intempéries, ni par les eaux de ruissellement ;
- éviter tout écoulement, toute évaporation et/ou tout lessivage de substances dangereuses pour l'environnement humain et naturel ;
- tenir compte des caractéristiques physiques et chimiques des déchets ;
- ne pas mélanger les déchets contaminés avec des matières non-polluées.

conditions supplémentaires en cas de découverte d'une contamination :

37) En cas de découverte d'une contamination par des produits/substances dangereux pour l'environnement lors des travaux de démolition ou d'excavation,

- toutes les mesures doivent immédiatement être prises afin d'éviter une extension de la contamination;
- l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais possibles l'Administration de l'environnement;
- le plan et la méthode d'assainissement avec une notice d'évaluation des nuisances pour l'environnement doivent être présentés à l'Administration de l'environnement.

38) Les travaux spécifiques de démolition et d'excavation ainsi que les travaux d'assainissement doivent être effectués par une entreprise spécialisée en la matière et doivent être surveillés par un organisme agréé.

39) Les déchets inertes contaminés doivent être remis à un collecteur autorisé et doivent être soumis à une opération de valorisation ou d'élimination par une entreprise autorisée.

40) Tout transfert de déchets inertes contaminés doit respecter la législation relative aux transferts de déchets.

41) Pour le cas où une évacuation directe de déchets contaminés ne peut pas être assurée, ces déchets doivent être stockés de manière à ne pas créer des dangers et inconvénients nouveaux ou d'accroître les dangers et inconvénients existants. Leur entreposage doit se faire notamment dans des conditions à éviter tout écoulement, toute évaporation de substances polluantes ou toute extension de la pollution. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries. Des précautions doivent être prises afin de ne pas mélanger les matières polluées avec des terres provenant d'un autre endroit. Le (les) endroit(s) destiné(s) à l'entreposage de ces déchets contaminés doit(vent) être clairement marqué(s) et être inaccessible(s) à toute personne non autorisée.

42) Sur demande motivée de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

43) Un rapport final renseignant sur l'état du site après les travaux de démolition et d'excavation doit être établi par l'organisme chargé de la surveillance du chantier et doit être remis à l'Administration de l'environnement.

XI) Dispositions particulières

Conditions de base :

1) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tel que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

2) Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la protection des travailleurs, des consignes, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'un incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du centre régional pour la gestion de déchets inertes, des services d'incendie et de secours, etc.;
- la localisation des aires de dépotage de déchets et la façon comment les différents déchets sont à collecter et à conditionner.

Les consignes doivent rappeler de manière brève, mais apparente, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution de l'air, du sol, etc..).

3) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes et les abords de celui-ci, placés sous le contrôle de l'exploitant, doivent être aménagés et maintenus dans un état de propreté adéquate.

4) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

Concernant les dispositions spécifiques relatives à un sinistre:

5) L'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement du centre régional pour la gestion de déchets inertes garantissant lors d'un sinistre une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum.

XI) Réception et contrôle du centre régional pour la gestion de déchets inertes

Conditions de base :

1) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent, sauf indication contraire de l'autorité compétente, être effectués que par un organisme agréé par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

2) L'Administration de l'environnement doit être informée au préalable de la date exacte de la réception / des contrôles. Une copie de chaque rapport de réception / de contrôle doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'Administration de l'environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer à l'exploitant de l'établissement.

3) Sans préjudice de l'obligation de respecter les conditions du présent arrêté, et pour le cas où un des rapports pré mentionnés fait ressortir des points à incriminer (non-conformités, modifications, etc.), l'exploitant de l'établissement est tenu d'établir une prise de position détaillée relative aux conclusions et recommandations de l'organisme agréé. Cette prise de position doit en plus comprendre un échéancier précis dans lequel l'exploitant compte se conformer aux exigences du présent arrêté.

La prise de position, accompagnée d'une copie du rapport en question, est à envoyer à l'Administration de l'environnement dans un délai de trente jours à partir de la date de la lettre d'accompagnement certifiant l'envoi du rapport spécifique aux parties concernées.

4) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception / des contrôles de signaler sans délai à l'Administration de l'environnement tout défaut, toute nuisance ainsi que toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.



5) Si nécessaire, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.

6) L'Administration de l'environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer. En outre, l'exploitant devra supporter les frais de ces contrôles.

7) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

Concernant la réception des équipements, des installations et de la construction:

8) L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de réception du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Ce rapport doit être présenté à l'Administration de l'environnement avant le démarrage des installations et/ou des activités du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Il doit contenir entre autres:

- une vérification de la conformité du centre régional pour la gestion de déchets inertes avec :
 - les informations et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté) ;
 - les indications et prescriptions du présent arrêté dont notamment les dispositions concernant le transport, le contrôle, l'entreposage, l'utilisation resp. le traitement et le suivi des déchets ainsi que la formation du personnel ;
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, de la construction et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivant les règles de l'art ;
- mentionner toutes les modifications et/ou divergences éventuellement constatées ;

Au cas où le rapport de l'organisme agréé fait état de dispositions qui ne sont pas respectées, l'exploitant devra obligatoirement, dans les meilleurs délais mais au plus tard endéans un mois, introduire une prise de position en relation avec les faits constatés. Dans cette prise de position, devra figurer entre autres un échéancier détaillé et contraignant, renseignant sur les mesures et les délais envisagés pour satisfaire à l'intégralité des exigences.

Compte tenu de l'envergure et de la gravité des déficiences éventuellement constatées par l'organisme agréé, l'Administration de l'environnement peut s'opposer à une mise en exploitation directe de l'établissement et imposer à l'exploitant un délai endéans duquel il doit se conformer. La mise en exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes ne peut alors être entamée qu'après constatation par un organisme agréé de la conformité des installations et aménagements concernés.

Concernant le contrôle décennal (10 ans) :

9) Tous les dix (10) ans, et la première fois dans un délai de dix (10) ans à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de contrôle des aménagements du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Ce rapport décennal doit être présenté à l'Administration de l'environnement et doit indiquer :



- la conformité des équipements et des installations par rapport aux éléments autorisés par rapport au présent arrêté ministériel y compris par rapport aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté) ;
- la conformité par rapport aux exigences de réception et de contrôle fixées dans le cadre du présent chapitre XI) pour ce qui est de la période des dix (10) ans écoulées ;
- toutes les modifications par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté ;
- proposer si nécessaire, des dispositions supplémentaires qui permettront de respecter les exigences du présent arrêté ;
- mentionner toutes les modifications éventuellement constatées.

Concernant l'exploitation du centre régional pour déchets inertes :

concernant le gardiennage du centre régional pour la gestion de déchets inertes:

10) L'exploitant doit assurer que régulièrement, mais au moins trimestriellement, des contrôles concernant l'état des infrastructures telles que la clôture, le portail d'entrée, le panneau d'information, l'illumination, etc. soient réalisés. Le cas échéant, les défauts constatés sont à réparer dans les meilleurs délais.

La date et les résultats de ces contrôles, le nom de la ou des personnes ayant effectué le contrôle de même que les mesures prises, avec indication de la date, sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

concernant les données météorologiques:

11) Quotidiennement, les paramètres déterminés aux points 1.1. à 1.5. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 doivent être mesurés. Les données peuvent être collectées auprès de la station la plus proche du réseau météorologique national.

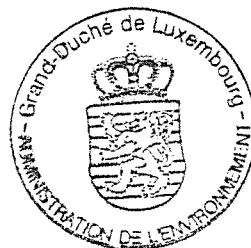
La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

concernant le contrôle de la décharge durant la phase d'exploitation:

12) L'exploitant doit contrôler régulièrement, mais au moins une fois par an, la conformité du remblayage (pentes des talus, hauteurs, formes, etc.) avec les indications contenues dans le dossier de demande ainsi qu'avec les prescriptions du présent arrêté.

La date et les résultats de ces contrôles sont à documenter dans le registre tel que mentionné au chapitre II, point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

13) L'exploitant doit procéder à une vérification annuelle de la planification des phases de la décharge et plus particulièrement des calculs de stabilité et de la capacité résiduelle.



La date et les résultats de ces vérifications sont à documenter dans le registre tel que mentionné au chapitre II, point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

Concernant la protection de l'air:

les contrôles des rejets de polluants émis dans l'atmosphère par l'installation de recyclage/concassage/criblage:

14) Les émissions de polluants rejetées dans l'atmosphère par le(s) moteur(s) à combustion interne actionnant l'installation de recyclage/concassage/criblage ou le groupe électrogène doivent être contrôlées par un organisme agréé en la matière, une première fois avant ou lors de la première mise en exploitation de l'installation.

Ne peuvent être utilisés sur le chantier que des installations de recyclage/concassage/criblage qui ont été soumises au courant des trois années précédentes à un contrôle satisfaisant des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle.

Concernant la protection des eaux:

15) Les réseaux des eaux de surface doivent être exploités de façon qu'un fonctionnement correct soit garanti en permanence. Le bon fonctionnement doit être contrôlé périodiquement, mais au moins annuellement par l'exploitant.

La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

16) Les eaux de surface doivent être contrôlées conformément aux indications de l'annexe III, point 3.3. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Les analyses sur la composition des eaux doivent porter au moins sur les paramètres repris au chapitre 4.2. de l'annexe susmentionnée. Sur demande motivée de la part de l'exploitant, les paramètres à analyser peuvent être adaptés, le cas échéant.

La date et les résultats de ces contrôles et analyses sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

17) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six (6) mois, le bon fonctionnement de chaque installation de séparation de liquides légers, notamment le niveau d'eau et la quantité d'hydrocarbures retenus. La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

18) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six (6) mois, le bon état des piézomètres ainsi que leur accès.

La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

19) Les analyses des eaux souterraines doivent se faire en conformité avec les indications de l'annexe III, chapitre 4.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets, ceci tant pour la composition des eaux que



pour leur niveau. Leur composition doit être contrôlée tous les quatre (4) mois, leur niveau tous les six (6) mois.

La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

Concernant le contrôle des conditions en matière de la protection du sol et du sous-sol:

20) Tous les cinq ans, un organisme agréé doit vérifier la conformité des exigences prescrites dans le chapitre « Protection du sol et du sous-sol » en relation avec les cuves et réservoirs.

21) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six mois, l'état de l'aire multifonctionnelle et des joints. En cas d'une dalle en béton, les éventuelles fissures visibles doivent être bouchées par injection. Le cas échéant, les joints défectueux doivent être réparés.

22) L'exploitant doit faire contrôler par un organisme agréé l'étanchéité de tous les caniveaux, de toutes les canalisations et de tous les séparateurs d'hydrocarbures tous les cinq ans.

Il en est de même de l'état de l'aire multifonctionnelle et de l'installation de lavage de pneus et des joints en ce qui concerne l'étanchéité aux hydrocarbures de ceux-ci par rapport au sous-sol.

Concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit:

23) En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles supplémentaires de la situation acoustique.

Concernant le rapport annuel:

24) Annuellement et au plus tard pour le 31 mars, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un rapport indiquant pour chacune des périodes pendant lesquelles il a été procédé au recyclage de matières inertes :

- la durée des activités recyclage/concassage/criblage (date de début et de fin de chaque période);
- les coordonnées exactes de(s) l'exploitant(s) de(s) l'installation(s) de recyclage/concassage/criblage;
- la quantité de matières inertes traitées.

Le rapport dont lieu à la présente condition peut être intégré dans le rapport annuel tel qu'énoncé au chapitre II), point 9) de l'article 2 du présent arrêté.

XII) Intégration de l'établissement dans le paysage

L'exploitant veillera à assurer l'intégration de son établissement dans le paysage.

XIV) Mesures en cas d'incident grave ou d'accident

1) L'autorité compétente pourra, dans le cadre d'un sinistre

- faire procéder à des analyses spécifiques;
- faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement;
- charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

2) Si, suite à un sinistre, le sol, le sous-sol, les eaux de surface et/ou les eaux souterraines sont pollués par des produits/substances dangereux pour l'environnement, l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;
- faire appel à l'Administration des services de secours (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement. Il doit fournir à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

Sur demande motivée de l'autorité compétente, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

XV) Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'Administration de l'environnement.

Article 2: Conditions fixées en vertu de la législation « déchets »:

I) Acceptation et contrôle des déchets

Conditions de base:

1) Les déchets ne peuvent être acceptés qu'aux fins précisées au tableau repris au point 4) du chapitre I de l'article 2 du présent arrêté.

Concernant le contrôle des déchets:

les dispositions générales:

2) Avant d'accepter des déchets au centre régional pour la gestion de déchets inertes, l'exploitant doit s'assurer que les déchets soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

3) Aux fins d'application du point précédent, les déchets doivent subir un contrôle visuel à l'entrée du centre régional pour la gestion de déchets inertes ainsi qu'un pesage préalablement à leur acceptation.

4) Lors du contrôle des déchets à l'entrée du centre régional pour la gestion de déchets inertes les données énumérées aux points a) et b) de la condition 3) du chapitre II) de l'article 2 du présent arrêté sont à enregistrer dans le registre mentionné à cette condition.

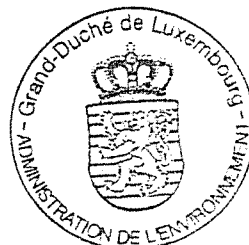
5) Seuls des véhicules vérifiés et enregistrés conformément aux conditions 2) à 4) du présent chapitre peuvent accéder au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Ces véhicules sont à diriger, selon le cas, soit vers la zone de recyclage, soit vers la décharge.

6) Lors de tout déchargement de déchet une personne désignée par le responsable du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit procéder au contrôle visuel (Schüttkontrolle). Le contrôle lors du déchargement doit permettre l'inspection visuelle et olfactive des déchets inertes préalablement à leur entreposage en vue d'un recyclage ou, le cas échéant, à leur incorporation dans le corps de la décharge.

les mesures à prendre en cas d'arrivages non conformes:

7) Au cas où le contrôle à l'entrée ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables au centre régional pour la gestion de déchets inertes, les déchets en question doivent être refusés. L'Administration de l'environnement doit en être informée dans les meilleurs délais.

8) Au cas où le contrôle visuel lors du déchargement ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables au centre régional pour la gestion de déchets inertes ceux-ci doivent être collectés, entreposés de façon appropriée et valorisés ou éliminés selon un procédé conforme à leur nature et dans des installations dûment autorisées.



9) L'exploitant peut obliger le détenteur ou le transporteur des déchets refusés à les reprendre en vue de leur valorisation ou de leur élimination appropriées. Dans la mesure du possible, ces personnes sont alors à informer des possibilités qui existent pour la valorisation ou l'élimination appropriées des déchets en question.

10) Les natures et les quantités de déchets ainsi détectés et les mesures prises sont à inscrire dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté ensemble avec les informations relatives à la livraison en question. L'Administration de l'environnement doit en être informée dans les meilleurs délais.

les véhicules/conteneurs renfermant des déchets douteux:

11) Au cas où il existe une présomption relative à la présence d'une contamination des déchets par des substances dangereuses, aucun déchargement ne peut avoir lieu sans que des analyses aient fourni la preuve que les déchets soient conformes aux dispositions du présent arrêté. Pour le cas où le véhicule est immobilisé à l'intérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes, le véhicule ou conteneur en question doit être entreposé sur l'aire spécialement prévue à cet effet. L'absence d'une contamination est considérée comme prouvée, lorsque les critères d'admission déterminés à l'annexe II, point 2.1.2.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets ne sont pas transgressés.

12) Lorsqu'il existe des soupçons concernant une contamination avec des substances ou éléments autres que ceux mentionnés à l'annexe II, point 2.1.2.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets, au moins deux échantillons représentatifs des déchets en question sont pris et analysés afin d'identifier le produit et de vérifier son aptitude à être admis au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Durant la période des analyses, le véhicule ou le conteneur restent immobilisés sur l'aire de stationnement pour véhicules et conteneurs douteux.

13) Pour chaque échantillon ainsi pris, une partie témoin doit être gardée pour une durée d'au moins un an. Les résultats des analyses sont à documenter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 2 du présent arrêté.

14) La prise des échantillons ainsi que l'exécution des analyses dont lieu aux points précédents, sont faites par un organisme agréé conformément à la loi du 21 avril 1993, relative à l'agrément de personnes physiques et morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Les frais de la prise d'échantillons et des analyses sont à charge du transporteur, respectivement du producteur ou du détenteur du déchet.

15) Pour le cas où le transporteur refuse de faire analyser les déchets et qu'il repart du centre régional pour la gestion de déchets inertes, l'exploitant doit tout de suite informer l'Administration de l'environnement en indiquant les informations suivantes:

- le nom du transporteur ;
- la date et l'heure de l'incident ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule concerné ;
- la quantité en unités de poids ou de volume ;
- la matière polluante soupçonnée être dans les matières inertes ;
- toute autre information utile ou connue (origine, destination éventuelle, etc.).

II) L'information, la documentation et le personnel

Concernant le règlement d'ordre interne:

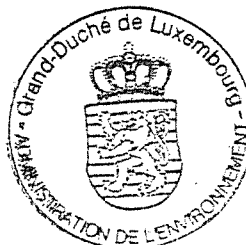
1) Au plus tard six mois après la date du présent arrêté, l'exploitant doit avoir mis à jour le règlement d'ordre interne. Ce règlement doit inclure les prescriptions principales relatives à la sécurité et à l'ordre à l'intérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes ainsi que, le cas échéant, les dispositions concernant l'acceptation de déchets. Il doit être régulièrement mis à jour. Sa version initiale ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées doivent être communiquées sans délai aux autorités de contrôle compétentes.

2) Le règlement d'ordre interne doit également être respecté par les utilisateurs du centre régional pour la gestion de déchets inertes. A ces fins, il doit être affiché de façon claire et lisible au moins à l'entrée du centre régional pour la gestion de déchets inertes. En cas de conclusions de contrats entre l'exploitant du centre régional pour la gestion de déchets inertes et le détenteur de déchets, les dispositions relatives à l'acceptation de déchets doivent faire partie intégrante des contrats en question.

Concernant la tenue du registre:

3) L'exploitant doit tenir un registre dans lequel toutes les données importantes relatives à la gestion du centre régional pour la gestion de déchets inertes sont inscrites. Le registre doit être instauré avant la mise en service du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Au moins les informations suivantes sont à enregistrer :

- a) Les indications détaillées concernant les déchets acceptés destinés à la mise en décharge:
 - La nature de déchets acceptés, en indiquant le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée;
 - La quantité en unités de poids ;
 - L'origine des déchets (commune, N° du chantier, etc.) ;
 - Le secteur d'origine (état, communal, particulier, économie privé, collecte communale, résidus de recyclage) ;
 - Le nom et l'adresse exacte du producteur ou du détenteur du déchet ;
 - La date et l'heure de réception ;
 - L'identification du moyen de transport ;
 - Le nom et l'adresse exacte du transporteur ;
 - Le cas échéant, le numéro du document d'accompagnement conformément aux dispositions légales relatives aux transferts de déchets.
- b) Les indications détaillées concernant les déchets acceptés destinés à être recyclés:
 - La quantité des déchets recyclés en unités de poids ;
 - La nature de déchets recyclés, en indiquant le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée;
 - La date du traitement et les installations mises en œuvre;
 - Le nom de l'opérateur;
 - Le taux de recyclage obtenu.



- c) Les indications détaillées concernant les matériaux quittant le centre régional pour la gestion de déchets inertes :
- La nature des matériaux avec, le cas échéant, le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée ;
 - La quantité en unités de poids ;
 - La destination avec le cas échéant, indication exacte des coordonnées du destinataire (adresse, parcelles cadastrales, bornes, marques, etc.) ;
 - L'identification du moyen de transport ;
 - Le nom et l'adresse exacte du transporteur.
- d) Les résultats des contrôles et, le cas échéant, les analyses effectués par l'exploitant du centre régional pour la gestion de déchets inertes conformément aux indications du chapitre XI de l'article 1^{er} et du chapitre I de l'article 2 du présent arrêté ;
- e) Les événements particuliers, dont notamment des incidents quelconques avec indication des causes probables et des mesures prises ;
- f) Les heures de fonctionnement et les heures d'arrêt des installations du centre régional pour la gestion de déchets inertes ;
- g) La nature et l'envergure des travaux de maintenance ;
- 4) En outre, toutes les autres preuves éventuellement requises par les autorités compétentes ainsi que les résultats afférents sont à inscrire dans le registre.
- 5) Le cas échéant, le registre peut être subdivisé en chapitres ou dossiers séparés. Dans ce cas, les dispositions concernant le registre sont applicables respectivement pour les différents chapitres et/ou dossiers.
- 6) Le registre doit être certifié au moins une fois par semaine par le responsable du centre régional pour la gestion de déchets inertes ou par son représentant.
- 7) Le registre doit être tenu par des moyens informatiques. Des sauvegardes régulières ou tout autre procédé approprié doivent garantir que les données ne peuvent pas être perdues. L'accès au programme et aux données y relatives doit être rendu impossible à toute personne non autorisée.
- 8) Le registre doit pouvoir être rendu disponible de façon claire et lisible à tout moment aux autorités compétentes.

Concernant le rapport annuel

- 9) Pour le 31 mars au plus tard, l'exploitant doit faire parvenir à l'administration de l'Environnement un rapport annuel de l'année précédente. Ce rapport doit mentionner au moins les points suivants :
- a) Un résumé des données reprises aux points II) 3) a), b), c), e), f) et g) de l'article 2 du présent arrêté;
 - b) Les données reprises au point II) 3) d) de l'article 2 du présent arrêté;
 - c) L'indication des volumes des différentes matières entreposées au centre régional pour la gestion de déchets inertes au moment de la rédaction du rapport annuel. (en attente d'être recyclées, recyclées, résidus extraits, etc.).

- d) Le volume résiduel de la décharge au moment de la rédaction du rapport annuel ;
- e) Les mises à jour des calendriers des phases de remblayage ;

Pour les données reprises au chapitre II), point 3) d) et e) de l'article 2 du présent arrêté une évaluation doit être effectuée par l'exploitant.

Le cas échéant, l'Administration de l'environnement peut prescrire l'utilisation d'un format préétabli.

Concernant l'archivage des informations:

10) Le registre tel que mentionné au point II) 3) et le rapport tel que mentionné au point II) 9) de l'article 2 du présent arrêté doivent être gardés au moins jusqu'au moment où les autorités ont libéré le centre régional pour la gestion de déchets inertes du suivi et du contrôle après sa fermeture. La conservation du registre durant cette période doit se faire sur un support et dans des conditions à garantir le maintien de l'information y contenue.

Concernant le personnel:

les dispositions générales:

11) L'exploitant doit prévoir à tout moment la présence de personnel en nombre suffisant pour assumer le bon fonctionnement du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le personnel doit être qualifié pour les tâches auxquelles il est affecté. La qualification peut être acquise soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.

12) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer d'une section s'occupant essentiellement des contrôles à effectuer conformément au chapitre I du présent article. Seul le personnel de cette section peut procéder aux contrôles en question.

13) Le personnel dirigeant doit présenter des connaissances approfondies dans la matière qui lui permettent de gérer le centre régional pour la gestion de déchets inertes sans compromettre la qualité de l'environnement humain et naturel. Les connaissances approfondies peuvent être acquises soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.

14) Le personnel dirigeant est responsable pour les instructions et la formation continue du personnel.

le manuel sur les procédures de travail:

15) Aux fins d'application du point précédent, le personnel dirigeant doit rédiger, préalablement à la mise en service du centre régional pour la gestion de déchets inertes, un manuel renseignant sur les différentes procédures de travail. Le manuel doit toutefois disposer d'une identification unique. De façon régulière, mais au moins une fois par an, ce manuel doit être revu et, le cas échéant, complété ou modifié. Chaque chapitre du manuel doit porter la date de sa rédaction ou de sa dernière modification.

Un exemplaire du manuel et de toutes ses modifications doit être remis à chaque personne travaillant au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Un exemplaire

supplémentaire doit être gardé au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Sur demande, une copie du manuel doit être transmise à l'Administration de l'environnement.

16) Le manuel doit obligatoirement comporter les points suivants:

- l'ensemble des procédures de travail et de maintenance;
- l'ensemble des procédures de contrôle requises pour l'acceptation des déchets;
- les procédures de contrôle du centre régional pour la gestion de déchets inertes;
- les obligations d'information et de documentation;
- l'ensemble des procédures requises pour assurer la sécurité du centre régional pour la gestion de déchets inertes et pour éviter des pollutions ou des nuisances quelconques;
- l'ensemble des actions ou mesures à prendre en cas d'alarme ou de sinistre;
- l'ensemble des procédures à mettre en œuvre en cas d'un incident quelconque;
- les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes ou instances à informer en cas de sinistre;
- les tâches et les responsabilités de chaque personne travaillant dans le centre régional pour la gestion de déchets inertes.

les cours de formation spécifiques:

17) Aux fins d'application de la condition 14) du présent chapitre, le personnel dirigeant du centre régional pour la gestion de déchets inertes établit des cours de formation spécifiques pour les autres employés. Ces cours doivent notamment porter sur les sujets suivants:

- les différents risques, les mesures pour les éviter et les actions concrètes lors d'un accident ou d'un sinistre;
- l'utilisation correcte des différents dispositifs et équipements de protection;
- les différentes procédures de travail;
- les caractéristiques des différents produits manipulés.

Chaque cours de formation a une durée de validité de 2 ans au maximum. Après ce délai, le personnel dirigeant du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit obligatoirement réviser les cours et, le cas échéant, les remettre à jour. Les cours doivent également être revus lorsque des procédures de travail ont été substantiellement modifiées.

18) Le personnel dirigeant du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit veiller à ce que chaque employé participe régulièrement, mais au moins tous les deux ans, à des cycles complets de formation. Il tiendra un registre de la mise à jour des cours de formation et des cycles de formation auxquels ont participé les différents employés. Il peut déléguer ces tâches à une tierce personne qualifiée en la matière.

III) Les conditions particulières

Concernant la garantie financière:

1) L'exploitant est tenu de mettre à jour la garantie financière destinée à couvrir les frais estimés des procédures de désaffectation et, le cas échéant, les opérations de gestion

postérieure du site d'exploitation.

A cette fin, l'exploitant devra soumettre à l'Administration de l'environnement pour approbation, au plus tard trois mois après la date du présent arrêté, un relevé détaillé des coûts supplémentaires de remise en état du site en cas de cessation des activités. Ce relevé doit notamment prendre en considération, entre autres, les points suivants:

- Les coûts de l'évacuation, de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets encore entreposés sur le site (ce point est à considérer pour le cas le plus défavorable) ;
- Les frais d'évacuation et, le cas échéant, d'assainissement des équipements se trouvant sur le site (conteneurs, aires consolidées, fondations, etc.) ;
- Les dispositions générales de remise en état du site pour l'intégrer dans le milieu environnant ;
tombent sous l'application du présent point:
 - L'enlèvement de la clôture entourant le site, du portail d'entrée et d'autres infrastructures ayant servies à l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes ;
 - L'enlèvement de la chaussée d'accès ;
 - Le cas échéant, l'apport de terre arable pour les plantations ;
 - Le cas échéant, l'aménagement final de la décharge non encore comblée ;
 - Le cas échéant, les plantations requises en vue d'une réintégration dans le milieu environnant.
- Les frais de gestion postérieure du site;
tombent sous l'application de ce point:
 - Le contrôle des tassements de la décharge conformément aux prescriptions de l'annexe III, point 5.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets et la réparation des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge ;
 - Le cas échéant, le contrôle des bassins de rétention ainsi que de leur fonctionnalité et les réparations des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge ;
 - La prise d'échantillons et le contrôle de qualité des eaux souterraines dans les piézomètres et, le cas échéant, des eaux dans les bassins de rétention conformément aux prescriptions de l'annexe III, point 4. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge.

2) En même temps, l'exploitant doit faire parvenir pour approbation à l'Administration de l'environnement une ou plusieurs propositions comment il entend constituer cette garantie financière.

IV) La cessation d'activités

Concernant les dispositions générales:

1) La cessation des activités du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être annoncée à l'Administration de l'environnement dans les meilleurs délais mais au

moins six mois au préalable. Dans ce contexte, l'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement un inventaire détaillé des déchets encore entreposés au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le cas échéant, il doit informer l'Administration de l'environnement de tout déchet ou substance de laquelle il a connaissance qu'elle constitue un problème du point de vue de la valorisation et/ou de l'élimination.

2) Après désaffectation, preuve doit être fournie par l'exploitant par le biais d'un organisme agréé que le site où le centre régional était exploité est exempt de déchets, ou de résidus provenant du traitement de déchets effectué par l'exploitant, au sens de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets. A cet effet, l'organisme agréé doit présenter à l'Administration de l'environnement un rapport circonstancié indiquant au moins les informations suivantes :

- a) Les documents prouvant que les différentes aires de travail sont exemptes de contaminations ou autres souillures ;
- b) Les documents prouvant que les bassins de décantation, les séparateurs de matières légères et installations similaires ont été nettoyés.
- c) Pour tous les matériaux, déchets et résidus quittant le centre régional désaffecté pour la gestion de déchets inertes, les indications suivantes sont à présenter :
 - La nature des matériaux avec, le cas échéant, le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée ;
 - La quantité en unités de poids ;
 - La destination avec indication exacte des coordonnées du destinataire (nom de la société, nom du responsable, adresse complète, téléphone, etc.) ;
 - Le nom et l'adresse exacte du transporteur ;
 - L'identification du moyen de transport ;
- d) Les plans et documents afférents prouvant que la topographie du site correspond aux indications du dossier de demande ;
- e) Les indications sur les aménagements réalisés dans le cadre de la désaffectation du site (évacuation des eaux, plantations, etc.) ;
- f) Toutes autres informations pertinentes en relation avec la désaffectation du site.

Concernant les conditions spécifiques pour la désaffectation du site:

concernant les déchets acceptés au cours de l'exploitation normale:

3) L'exploitant est responsable pour l'évacuation, la valorisation et/ou l'élimination appropriée des déchets ou autres résidus provenant du traitement de déchets effectué au centre régional pour la gestion de déchets inertes et encore entreposés sur le site. La désaffectation du centre régional pour la gestion de déchets inertes ne porte pas préjudice à la présente disposition. La présente disposition ne concerne pas les déchets mis en décharge conformément aux prescriptions du présent arrêté.

concernant les infrastructures et installations mises en œuvre en relation avec le traitement de déchets:

4) L'exploitant est tenu d'assurer le nettoyage et la démolition ou l'enlèvement des infrastructures ayant servi à l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes et le transfert des déchets qui en proviennent vers des établissements de valorisation et/ou d'élimination appropriés. Les produits de nettoyage souillés par les déchets ou les résidus de déchets et, le cas échéant, les déchets provenant de la démolition des

installations ou bâtiments doivent être, soit réutilisés ailleurs, soit être évacués vers des établissements de valorisation ou d'élimination appropriés.

concernant la remise en état du site:

5) Le site doit être remis en état conformément aux plans et indications mentionnées dans le dossier de demande.

6) Le cas échéant, si des déchets sont utilisés pour subvenir aux besoins du point précédent (terres de remblayage, etc.), l'Administration de l'environnement doit en être informée au préalable. Dans ce contexte, l'exploitant fournira à l'Administration de l'environnement des informations quant aux quantités et qualités de déchets envisagés à être utilisés ainsi qu'à leur provenance.

7) L'exploitant doit assurer le recouvrement de l'aire de la décharge par une couche de terre arable d'une épaisseur appropriée aux plantations prévues. Aux endroits où des plantations arboricoles sont prévues, l'épaisseur de la couche de terre arable doit être de 50 cm au moins. La terre décapée telle que mentionnée au chapitre III de l'article 2 du présent arrêté n'est pas considérée comme déchet au sens de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Concernant la gestion postérieure du site:

les dispositions générales:

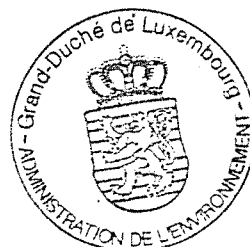
8) Après désaffectation de la décharge, l'exploitant doit continuer à assumer la responsabilité du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Il ne peut être libéré de cette responsabilité que sur demande expresse auprès du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement et ceci au plus tôt cinq ans après la désaffectation définitive de la décharge. En cas de constatations d'anomalies au cours du suivi, l'Administration de l'environnement doit en être informée immédiatement. L'exploitant est tenu de prendre les mesures compensatoires qui s'imposent.

9) L'exploitant doit prévoir et entretenir les infrastructures nécessaires permettant de mesurer les paramètres dont lieu à l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets dont plus particulièrement les points 1.1., 1.2., 1.4., 1.5., 3.3., 5.2. et les paramètres mentionnés au chapitre 4.2..

10) L'exploitant doit tenir un registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes dans lequel toutes les informations en relation avec le suivi après désaffectation du site sont enregistrées. Le registre doit être tenu par des moyens informatiques. Il doit pouvoir être présenté aux autorités compétentes sur toute demande.

les données météorologiques:

11) Les données concernant le volume des précipitations, les températures minimales et maximales, l'évaporation et l'humidité atmosphérique doivent être enregistrées conformément aux indications de l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets. Les données peuvent être collectées auprès de la station la plus proche du réseau météorologique national. Elles doivent être documentées dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.



les eaux de surface:

12) L'exploitant doit prendre les mesures techniques et opérationnelles nécessaires pour assurer que les eaux de surface, provenant du site de la décharge, continuent à être collectées et évacuées de façon contrôlée. Cette évacuation doit se faire sans porter atteinte à l'environnement humain et naturel pendant toute la durée du suivi postérieur du site. Le cas échéant, les eaux doivent être soumises à un traitement approprié.

13) Les eaux de surfaces doivent être contrôlées et analysées au moins trimestriellement. Cette opération doit couvrir le volume des eaux de surface ainsi que leur composition dont plus particulièrement la valeur pH, conductivité électrique, température, DCO et TOC. En cas de constatation d'anomalies, la fréquence des analyses et les paramètres à analyser peuvent être augmentés. Les résultats de ces analyses doivent être documentés dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

les eaux souterraines:

14) Durant la phase de gestion postérieure, l'exploitant doit effectuer régulièrement des contrôles sur la qualité des eaux prélevées dans les piézomètres ainsi que sur les niveaux de ces eaux. Les analyses doivent porter au moins sur les paramètres, déterminés à l'annexe III, point 4.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Les analyses doivent être réalisées trimestriellement. Les niveaux des eaux souterraines doivent être contrôlés au moins deux fois par an. Les résultats de ces contrôles et analyses doivent être documentés dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

la topographie du site:

15) L'exploitant est tenu de contrôler régulièrement mais au moins deux fois par an le comportement de tassement du corps de la décharge tout au long de la durée du suivi postérieur du site. En outre, les informations qui en proviennent devront être vérifiables, comparables et localisables.

16) L'exploitant est tenu de documenter les constatations faites lors de la visite du site durant les campagnes de contrôle et d'analyses. Il donnera une appréciation générale de la situation de l'ensemble du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le cas échéant, les mesures spécifiques prises pour remédier à des situations où des phénomènes d'érosion ou de dégradation en général ont été constatés sont à enregistrer. Toutes ces données sont à maintenir dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

le rapport annuel:

17) Pour le 31 mars de l'année suivante, au plus tard, un rapport annuel comportant au moins les résultats des contrôles et analyses mentionnés au présent chapitre doit être envoyé à l'Administration de l'environnement.

18) Le rapport mentionné au point précédent doit contenir en outre, des indications concernant constatations faites lors de la visite du site durant les campagnes de contrôle et d'analyses ainsi qu'une appréciation générale de la situation de l'ensemble du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le cas échéant, les mesures spécifiques sont à préciser pour remédier à des situations où des phénomènes d'érosion ou de dégradation en général ont été constatés.



19) Au cas où les résultats des analyses montrent une anomalie quelconque, l'exploitant est tenu de faire parvenir les résultats à l'Administration de l'environnement dans les plus brefs délais avec indication des détails concernant la prise d'échantillons et des causes probables.

20) Le cas échéant et sur avis motivé, l'Administration de l'environnement peut prescrire à l'exploitant des analyses supplémentaires et préciser l'envergure des analyses ainsi que les normes, valeurs guides et modalités applicables.

l'aménagement final:

21) Des aménagements finaux ne peuvent être réalisés que lorsqu'il est établi que le corps de la décharge n'est plus sujet à des tassements majeurs. Le cas échéant, des plantations et autres aménagements finaux prévus sur la décharge désaffectée et endommagés par des tassements, glissements ou autres événements devront être renouvelés dans les meilleurs délais aux frais de l'exploitant durant la phase de gestion postérieure du site.

Article 3: Le présent arrêté abroge et remplace les conditions de l'arrêté N°1/11/0004 du 30/11/2009 délivré en vertu de la législation relative aux établissements classés et de l'arrêté N° 1/11/0004/DD du 30/11/2009 délivré en vertu de la législation relative à la prévention et à la gestion des déchets, par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement et notifié à RECYMA SA, dès qu'il est coulé en force de chose décidée, le cas échéant, après réformation.

Article 4: Le présent arrêté est transmis en original à RECYMA SA pour lui servir de titre, et en copie:

- * à ENECO SA pour information;
- * à l'administration communale de PARC HOSINGEN aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

Article 5: Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour la Ministre de l'Environnement

Monsieur Robert SCHMIT
Directeur de l'Administration de l'environnement

